

# ACTION URGENTE

## DES AGRICULTEURS RISQUENT D'ÊTRE BIENTÔT EXPULSÉS DE FORCE

**On estime que 2 000 familles de deux villages du district de Jagatsinghpur, dans l'État d'Orissa (Inde), risquent d'être expulsées de force de terres collectives qu'elles utilisent à des fins agricoles. Le 18 mai, les autorités de l'État d'Orissa ont expulsé de force au moins 200 agriculteurs et détruit des plans de bétel ainsi que des hangars agricoles situés sur des terres collectives. Les agriculteurs et leurs familles tirent leur subsistance de ces terres et certains y vivent également.**

Les autorités de l'État d'Orissa sont en train de procéder à des expulsions forcées afin d'obtenir 1 600 hectares dans cinq villages. Il s'agit principalement de terres collectives. Cette acquisition leur permettra de préparer le site en vue de l'installation d'une aciérie du géant sud-coréen de la sidérurgie POSCO. Ce projet de 12 milliards de dollars (8,5 milliards d'euros) représente le plus gros investissement étranger direct en Inde.

Selon les informations reçues par Amnesty International, au moins 200 agriculteurs ont été expulsés de force le 18 mai des terres collectives des villages de Polong et Noliyasi. Ils y cultivaient du bétel. Les autorités de l'État d'Orissa, aidées de 150 policiers armés, ont détruit des cultures et des hangars agricoles. Elles ont également clôturé les terres pour empêcher les agriculteurs d'y accéder.

Elles n'ont pas consulté les populations ni les instances locales et n'ont pas informé les agriculteurs. Elles ont soutenu qu'aucune notification préalable n'était nécessaire pour acquérir des terres collectives « puisqu'elles appartenaient au gouvernement ». Elles ont également annoncé que les agriculteurs pourraient prétendre à une indemnisation maximale qui serait calculée sur la base des pertes enregistrées au cours du processus d'acquisition des terres mais, pour l'instant, les familles n'ont rien reçu.

Deux mille autres familles sont en danger car de nouvelles expulsions forcées devraient avoir lieu dans les semaines à venir. Environ un millier de villageois ont commencé à manifester contre les expulsions forcées et demandent qu'il y soit mis fin.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais ou dans votre propre langue) :**

- exhortez les autorités à mettre un terme à toutes les expulsions forcées dans le district de Jagatsinghpur et à veiller à ce que celles qui ont lieu soient conformes aux normes internationales relatives aux droits humains, notamment l'obligation de mener une véritable consultation en vue de trouver des solutions autres que les expulsions, le respect des garanties de procédure, ainsi qu'une indemnisation suffisante et la fourniture de terres de remplacement adaptées à l'agriculture ;
- priez-les instamment de permettre à toutes les familles expulsées de force d'avoir accès à des recours effectifs ;
- engagez-les à mettre en place des mesures permettant de garantir que les autorités réalisent une évaluation exhaustive de l'impact du projet de POSCO sur les droits humains et l'environnement, en consultation avec les populations locales ;
- demandez-leur de veiller à ce que les travaux ne débutent pas tant que ces mesures ne seront pas prises et à ce que les droits humains des habitants soient protégés.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 1<sup>er</sup> JUILLET 2011 À :**

Premier ministre  
Manmohan Singh  
Prime Minister's Office  
152, South Block,  
New Delhi 110 001, Inde  
Courriel : [manmohan@sansad.nic.in](mailto:manmohan@sansad.nic.in)  
Formule d'appel : *Dear Prime Minister, /*  
Monsieur le Premier ministre,

Chef du gouvernement de l'État d'Orissa  
Naveen Patnaik  
Naveen Nivas  
Aerodrome Road  
Bhubaneswar 751001, Inde  
Courriel : [cmo@ori.nic.in](mailto:cmo@ori.nic.in)  
Formule d'appel : *Dear Chief Minister, /*  
Monsieur le Chef du gouvernement,

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Inde dans votre pays.** Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## DES AGRICULTEURS RISQUENT D'ÊTRE BIENTÔT EXPULSÉS DE FORCE

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

« Les autorités poursuivent les expulsions *manu militari*. Le 18 mai à la première heure, 150 policiers sont entrés dans le village de Polong et ont commencé à détruire des plants de bétel sur les terres forestières collectives dont dépendent au moins 200 agriculteurs. Ils veulent se saisir de plus de 1 600 hectares, principalement des terres collectives, dans l'État côtier d'Orissa au profit du plus gros projet d'investissement étranger en Inde, balayant ainsi nos revendications légitimes. »

Abhay Sahoo, responsable de POSCO Pratirodh Sangram Samithi, village de Dhinkia (État d'Orissa)

Aux termes de la Loi de 2008 relative aux droits forestiers, les terres collectives sont des propriétés villageoises relevant de l'autorité des instances locales et doivent être utilisées par les populations locales. Ces dernières ont déposé des plaintes en s'appuyant sur ce texte. La seule consultation publique organisée a eu lieu en avril 2007, alors que la loi citée plus haut n'était pas encore entrée en vigueur.

Plus tôt dans l'année, les autorités de l'État d'Orissa n'ont pas pris en compte les revendications des populations locales au sujet des terres collectives, et ce malgré deux enquêtes officielles diligentées par le ministère de l'Environnement et des Forêts et qui ont soulevé de fortes inquiétudes quant aux tentatives des autorités d'acquérir ces terres. Ces investigations ont également établi que le projet sidérurgique violait les lois environnementales et les réglementations côtières nationales et que ses répercussions potentiellement négatives sur les moyens de subsistance des populations locales n'avaient pas été correctement évaluées. En dépit de ces conclusions, les autorités centrales ont accepté la déclaration de l'État d'Orissa, qui affirmait que les communautés locales vivant dans la région n'avaient aucun droit sur les terres communes.

Depuis juin 2005, les populations locales du district de Jagatsinghpur protestent contre leur éventuel déplacement et les menaces potentielles que fait peser le projet de POSCO sur leurs moyens de subsistance. Les manifestants ont érigé des barricades dans le secteur et empêché les représentants de l'État de se rendre dans les villages. En juin 2008, Dula Mandal, un manifestant, a été tué par une bombe lors d'affrontements entre des détracteurs et des défenseurs du projet. En mai 2010, au moins 20 manifestants ont été blessés par balle lorsque les policiers ont recouru à une force excessive contre eux.

Le projet sidérurgique devrait être lancé dès que les autorités auront concrètement pris possession des terres nécessaires.

AU 147/11, ASA 20/020/2011, 20 mai 2011

